



Renforcer les capacités des femmes et des filles pour des villes et des territoires solidaires et résilients

18 mars 2022 17:00-18:00 CET

(Organisé dans le contexte du Forum des ONG du CSW)

[S'inscrire ici](#)

La pandémie de COVID-19 a mis en exergue la manière dont, en temps de crise, les groupes marginalisés, y compris les filles, les femmes et les personnes non-binaires, sont touchées de manière disproportionnée et sont les premières à voir leurs droits compromis. Compte tenu de l'augmentation des risques de catastrophes et des impacts climatiques dans l'ensemble des régions du monde et des secteurs, il est aujourd'hui fondamental d'adopter une approche sensible au genre à travers l'ensemble de nos politiques et de nos actions.

La participation des femmes et des dirigeant·e·s féministes à la prise de décisions est essentielle pour faciliter une gouvernance qui passe par l'empathie et favoriser la résilience et les soins en répondant aux divers besoins et aspirations de nos communautés. Pourtant, la valeur des femmes dans la vie publique reste ignorée et remise en cause chaque jour par la discrimination, la désinformation, la violence et les normes sociales.

Un domaine dans lequel les femmes restent invisibilisées reste la charge disproportionnée des travaux de soins, tant rémunérés que non rémunérés. À titre d'exemple, tandis que les agendas locaux et mondiaux visent à aborder l'impact genré de la migration, les travailleurs et travailleuses migrant·e·s souffrent généralement d'un impact disproportionné, et les politiques des pays d'accueil, souvent dépassées, négligent la réalité genrée et la diversité des besoins, ainsi que les préférences culturelles et/ou religieuses des femmes migrantes.

Toutes les personnes et être vivants ont droit aux soins, à la dignité et à l'opportunité de prospérer. Au niveau local et territorial, les soins et l'offre de services de soins est une dimension essentielle du fait de ne laisser personne ni aucun territoire pour compte et de favoriser la résilience en temps de crise.

À l'occasion de la 66^{ème} Commission de la condition de la femme, dont la thématique principale est « *Changements climatiques, réduction des risques environnementaux et des risques de catastrophe : l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles au centre des solutions* », CGLU mobilise le collectif de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux pour organiser la Journée des gouvernements locaux et régionaux sur le thème « *Le municipalisme féministe : renforcer les capacités des femmes dirigeantes locales comme voie pour la réalisation des ODD* ».



Cette session, intitulée « *Renforcer les capacités des femmes et des filles pour des villes et des territoires solidaires et résilients* » organisée dans le contexte du Forum des ONG de la CSW est l'une des quatre sessions de la journée et permettra de rassembler les représentant·e·s élu·e·s et/ou nommé·e·s des gouvernements locaux et régionaux, les partenaires ainsi que des représentant·e·s de la société civile pour réfléchir ensemble au rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la promotion de la provision de services de soins et de la résilience, en faisant notamment le point sur nos acquis en 2022 et en explorant les manières de travailler de manière collaborative en vue de réaliser l'agenda commun à l'horizon 2030 et au-delà.

**La session prendra la forme d'un dialogue interactif.
Afin de garantir une discussion dynamique et interactive
autour des sujet suivants, chaque intervention aura une
durée maximum de 3 minutes :**



Comment est-ce que la participation de voix et de genres pluriels peut-elle avoir un effet positif sur résilience des villes et des territoires ?



Qu'est-ce qu'implique le fait de mettre les soins au centre de l'élaboration des politiques ?



Quelle est la relation entre les soins, l'action climatique et la promotion de la résilience ? Quel est le rôle des différentes parties prenantes dans cette perspective ?

La session inclura les voix de :

Mpho Phalatse, maire de Johannesburg

Rohey Malick Lowe, maire de Banjul

Gissela Chalá, adjointe au maire de Quito

Marta Mazurek, conseillère municipale de Poznan

Elise Pereira-Nunes, adjointe au maire de Tours

Verónica Magario, Vice-gouverneure de la province de Buenos Aires

Farida Shaheed, ancienne Rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels

Marianne Overton, directrice de l'Association des gouvernements locaux du Royaume-Uni